

Activité, climat des affaires, investissement, emploi, projets de développement... Une cinquantaine de grands témoins de l'économie régionale - en leur qualité de présidents d'organismes consulaires, patronaux, professionnels ou de directeurs d'établissements publics - s'expriment sur les perspectives économiques en 2017 pour la région Auvergne-Rhône-Alpes, ses secteurs d'activité et ses territoires.

Présidents des CCI d'Auvergne-Rhône-Alpes

Jean-Marc BAILLY , Président de la CCI Ain	p. 11
Gilles DUBOISSET , Président de la CCI de l'Allier	p. 11
Jean-Paul POULET , Président de la CCI de l'Ardèche	p. 12
Bernard VILLARET , Président de la CCI du Cantal	p. 12
Alain GUIBERT , Président de la CCI de la Drôme	p. 12
Jean VAYLET , Président de la CCI Grenoble	p. 13
Daniel PARAIRE , Président de la CCI Nord Isère	p. 13
Jean-Luc DOLLEANS , Président de la CCI Haute-Loire	p. 13
Claude BARBIN , Président de la CCI Puy-de-Dôme	p. 14
Jean-Baptiste MAISONNEUVE , Président de la CCI Beaujolais	p. 14
Emmanuel IMBERTON , Président de la CCI LYON METROPOLE Saint-Etienne Roanne	p. 14
Bruno GASTINNE , Président de la CCI Savoie	p. 15
Guy METRAL , Président de la CCI Haute-Savoie	p. 15

Autres personnalités du monde économique

Patrick MARTIN , Président du MEDEF Auvergne-Rhône-Alpes	p. 16
François TURCAS , Président de la CPME Auvergne-Rhône-Alpes	p. 16
Pierre du PELOUX , Directeur régional de la Banque de France	p. 16
Serge VIDAL , Président de la Chambre Régionale de Métiers et de l'Artisanat Auvergne-Rhône-Alpes	p. 17
Gilbert GUIGNAND , Président de la Chambre Régionale d'Agriculture Auvergne-Rhône-Alpes	p. 17
Hervé de MALLIARD , Président des Conseillers du Commerce Extérieur de la France en Auvergne-Rhône-Alpes	p. 17
Philippe BLANQUEFORT , Directeur régional de la Caisse des Dépôts	p. 17
Serge BRUHAT , Président régional du Comité des Banques	p. 18
David BUFFELARD , Président de Lyon Pôle Bourse	p. 18
Jean-Pierre LAC , Président de Lyon Place Financière et Tertiaire (LPFT)	p. 18
Arnaud PEYRELONGUE , Directeur réseau Sud-Est de Bpifrance	p. 18
Alain BOISSELOIN , Président de l'UNICEM, Union Nationale des Carrières et des Matériaux Auvergne-Rhône-Alpes	p. 19
Gilles COURTEIX , Président de la Fédération Française du Bâtiment région Auvergne-Rhône-Alpes	p. 19
Pierre BERGER , Président de la Fédération Régionale des Travaux Publics Auvergne	p. 19
Jean-Marc CORNUT , Président de la Fédération Régionale des Travaux Publics Rhône-Alpes	p. 19

Pascal PERRAUT , Président de la Commission Commerce de la CCI de région Auvergne-Rhône-Alpes	p. 20
Daniel PARAIRE , Référent au sein du Bureau de la CCI de région Auvergne-Rhône-Alpes en matière de Commerce	p. 20
Claude RISAC , Président de la Fédération du Commerce et de la Distribution Auvergne-Rhône-Alpes	p. 20
Jean-Michel PERISSOUD , Président du Conseil National des Professions de l'Automobile Auvergne-Rhône-Alpes (CNPA)	p. 20
Eric BOEL , Président de l'UNITEX, Union interentreprises Textile Lyon et région Rhône-Alpes	p. 21
Gérard RAVOUNA , Président des Industries Mode Habillement Rhône-Alpes	p. 21
Françoise PFISTER , Présidente de la Fédération des Industries Mécaniques - Délégation Auvergne-Rhône-Alpes	p. 21
François PERRIER , Président de l'Union des Industries et Métiers de la Métallurgie Auvergne-Rhône-Alpes	p. 21
Jean-Claude GUILLON , Président de l'Association Régionale des Industries Agro-alimentaires d'Auvergne-Rhône-Alpes	p. 22
Etienne BECHET de BALAN , Président d'Allizé Plasturgie Auvergne-Rhône-Alpes	p. 22
Frédéric FRUCTUS , Président du Groupement des Industries Chimiques et Connexes Rhône-Alpes	p. 22
Pascal REBER , Président de l'AFIPRAL, Association des fabricants de l'industrie pharmaceutique de Rhône-Alpes	p. 22
Yves BISMUTH , Président de l'ADIRA, Association pour le Digital en Région Auvergne-Rhône-Alpes	p. 23
Eric TEILHARD de CHARDIN , Président de la Fédération Nationale des Activités de la Dépollution et de l'environnement (FNADE) Région Auvergne-Rhône-Alpes	p. 23
Philippe GIRAUD , Président Auvergne-Rhône-Alpes de Prism'emploi	p. 23
Philippe CUER , Président de la FNAIM Rhône-Alpes	p. 24
Damien DREUX , Président du Conseil Régional de l'Ordre des Experts Comptables Rhône-Alpes	p. 24
Gilles MAURER , Président de Syntec Auvergne-Rhône-Alpes	p. 24
Anne-Marie ROBERT , Présidente de l'Union Nationale des Professions Libérales (UNAPL) Rhône-Alpes	p. 24
Jacques SORLIN , Délégué régionale de la Fédération Nationale des Transports Routiers Rhône-Alpes	p. 25
Sylvain FATTON , Président régional de la Fédération des Entreprises de Transport et Logistique (TLF)	p. 25
René CHEVALIER , Président de la Commission Tourisme de la CCI de région Auvergne-Rhône-Alpes	p. 25
Jean-Luc DOLLEANS , Référent au sein du Bureau de la CCI de région Auvergne-Rhône-Alpes en matière de Tourisme	p. 25

Les interviews ont été réalisées en février. Sauf exception, celles des pages 16 à 25 ont été conduites par Be.presse ou VD Rédac.



Si l'activité économique n'a pas été très soutenue en 2016, les grands témoins de l'économie régionale ont dans l'ensemble constaté des signes d'accélération à partir du deuxième semestre. Les chiffres d'affaires ont progressé, les carnets de commandes se sont regarnis, les taux de marge ont été satisfaisants et les défaillances d'entreprises ont reculé. La croissance de l'investissement des entreprises reste incertaine malgré l'amélioration du climat des affaires et des taux d'intérêts favorables. L'évolution à l'export est également restée décevante.

De nombreux secteurs tirent leur épingle du jeu, parmi lesquels l'industrie textile, la mécanique, les services aux entreprises, les activités touristiques malgré les difficultés de début de saison hivernale, le marché automobile, l'emploi intérimaire... L'activité des travaux publics a redémarré. La reprise s'est également enclenchée dans le bâtiment, avec toutefois de fortes disparités entre les territoires. La conjoncture a été moins porteuse pour l'agriculture, l'industrie pharmaceutique, la chimie ou le commerce de proximité.

Les tendances favorables observées en fin 2016 se confirment en début 2017. L'optimisme est de rigueur pour les entrepreneurs régionaux. Alors que l'international est souvent qualifié d'objectif prioritaire, la situation politique en France et à l'étranger -du BREXIT aux multiples tentations du protectionnisme- inquiète cependant.

Beaucoup de grands témoins soulignent les opportunités offertes par la fusion d'Auvergne et de Rhône-Alpes, qui permet d'additionner les marchés et savoir-faire et de créer de nouvelles synergies. La grande région dispose d'atouts majeurs : potentiel économique, vitalité des territoires, mais aussi écosystème performant assuré par une bonne coordination des acteurs économiques.

Les transitions énergétique, écologique et numérique sont à l'œuvre au sein des entreprises régionales, sans distinction de taille ou de secteur d'activité. A travers la digitalisation et la robotisation des productions et le développement d'une économie circulaire durable, elles sont plus agiles, plus innovantes et plus compétitives. La mutation des métiers et des formes de travail pose cependant de nouveaux défis, aux premiers rangs desquels la formation de la ressource humaine.

Présidents des CCI d'Auvergne-Rhône-Alpes



Jean-Marc BAILLY
Président de la CCI Ain

2017 s'annonce encourageant

L'amélioration naissante ressentie fin 2015 s'est prolongée en 2016. Cependant, elle masque une instabilité économique encore bien présente et variable selon les secteurs, avec un premier semestre 2016 dynamique et un second moins bien orienté. Les chefs d'entreprise

ont toutefois connu un regain d'optimisme lors du 4^e trimestre. Dans l'Ain, une progression des chiffres d'affaires et une stabilisation des trésoreries ont été observées. Cette progression est légèrement supérieure à celle observée au niveau national.

Le climat politique mondial a été particulièrement troublé (Brexit, élections américaines et situation d'attente pour les françaises...). Mais cela ne semble pas avoir impacté les

conditions bien orientées pour cette année. La demande étrangère est restée soutenue dans notre département fortement exportateur, le léger repli observé au dernier trimestre, n'entachant pas la confiance des dirigeants.

Globalement, l'exercice 2016 a été marqué par une reprise de l'activité, et ce dans tous les secteurs, y compris dans le BTP. S'agissant du commerce, l'activité a été mitigée, notamment à cause des travaux réalisés dans certains centres ville importants. La concurrence est de plus en plus forte et les difficultés de recrutement - surtout dans l'industrie - pourraient être des freins au redémarrage.

Selon les chefs d'entreprise, cette embellie pourrait se poursuivre au premier semestre 2017. La CCI ne peut que se féliciter de cette évolution et va poursuivre son accompagnement en faveur du développement économique. Preuve que la proximité est gage d'efficacité !



Gilles DUBOISSET
Président de la CCI de l'Allier
1^{er} Vice-Président de la CCI de région Auvergne-Rhône-Alpes

L'Allier, création et unification d'une CCI !

L'Allier, berceau des Ducs de Bourbons, est au cœur du bocage bourbonnais et de la France.

Notre département compte trois agglomérations Moulins, Montluçon et Vichy où notre CCI est présente.

L'agriculture, le commerce, le tourisme, le thermalisme et l'industrie restent des secteurs historiques et dynamiques de l'Allier.

En 2016, notre activité économique s'appuie sur un nombre

de petites et moyennes entreprises, supérieur à la moyenne nationale, avec une stabilité plus grande.

Début 2017, l'activité des entreprises industrielles de l'Allier demeure bien orientée avec un courant d'affaires assez dynamique. Les ventes du petit commerce restent stables et l'arrivée du printemps lance le tourisme et le thermalisme.

Grâce à la création de la CCI de l'Allier et à notre appartenance à la région Auvergne-Rhône-Alpes, cette année 2017, la majorité de nos chefs d'entreprise projette des perspectives intéressantes. Elle envisage l'avenir avec une vision plus positive, quant à leur futur développement économique.



Jean-Paul POULET
Président de la CCI de l'Ardèche

L'Ardèche émerveille le monde

En ce début 2017, la confiance revient avec plusieurs investissements en cours dans l'industrie, totalisant plus de 100 M€, notamment à Annonay. Les grands investissements en Ardèche (fibre optique, centrale nucléaire EDF, énergies renouvelables, contournement routier...) contribuent à relancer le BTP. L'Ardèche se dote de 110 bornes de recharge rapide pour véhicules électriques.

Dans le commerce, le bilan des soldes d'hiver est mitigé. Avec une consommation frileuse des ménages, l'essor continu des zones commerciales périphériques et du e-commerce, le danger d'une multiplication des friches commerciales dans les centralités se développe. En revanche, notre économie touristique a bénéficié de l'ouverture de la Caverne du Pont d'Arc qui a dépassé un million de visiteurs en moins de deux ans. Les projets en 2017 (valorisation du Mont Gerbier-Sources de la Loire et

du Pont d'Arc, implantation d'Huttopia près du Safari de Peaugres, réalisation du parcours d'art contemporain par des artistes de renommée internationale sur la ligne de partage des eaux Atlantique/Méditerranée qui symbolisera l'alliance de l'Auvergne et de Rhône-Alpes...) devraient poursuivre la dynamique de l'économie touristique. Depuis peu, la CCI de l'Ardèche héberge l'association de marketing territorial «Émerveillés par l'Ardèche».

Bien entendu, la CCI continue de tenir son rôle d'acteur majeur de l'économie du territoire. Parmi nos projets pour 2017 : faciliter l'arrivée en Ardèche d'une agence régionale de développement économique, lancer une enquête ménages avec d'autres CCI voisines et 1 M€ d'investissement au CFA de Lanas. La CCI de l'Ardèche est aussi la seule en France à avoir reçu un peu plus d'1 M€ d'euros pour conduire les actions d'un Programme d'Investissements d'Avenir sur la transition numérique. Et elle conduit aujourd'hui le grand projet de la Cité de l'aérostation en Nord-Ardèche.



Bernard VILLARET
Président de la CCI du Cantal

2017, année de mobilisation économique

2017 une année économique placée sous de bons auspices ? Tout est une question de relativité. Certes, on sent une légère reprise dans l'ensemble des secteurs d'activités. Mais ce n'est pas pour autant encore à ce jour une reprise franche et réelle. Les entrepreneurs

cantaliens misent surtout sur un retour à la stabilité, avec des secteurs porteurs comme l'industrie, et dans une moindre mesure, les services. Ces derniers espèrent également que le soubresaut ressenti dans le BTP va se poursuivre malgré des marchés publics qui devraient rester à la traîne. Après une année 2016, encore une fois difficile, notamment

dans le commerce de proximité, l'adaptation indispensable à l'offre ainsi que l'innovation et l'investissement resteront les trois piliers de la reprise de la croissance de nos entreprises. Il nous faudra cependant amener des réponses aux différentes problématiques qui sont de plus en plus prégnantes sur notre territoire : enclavement, baisse de population, pyramide des âges défavorable... afin de créer les meilleures conditions possibles pour faciliter cette reprise économique tant attendue. La CCI du Cantal va continuer à œuvrer avec l'ensemble des partenaires du monde économique pour travailler dans ce sens et surtout va poursuivre son soutien fort pour accompagner les entreprises dans toutes les phases de leur développement.



Alain GUIBERT
Président de la CCI de la Drôme

Le futur, c'est maintenant !

Alors que la récession de ces 5 dernières années semble marquer une pause en 2016, en partie jugulée par l'impact indéniable des mesures CICE et suramortissement, il reste que le retard accumulé sur l'équipement industriel français ne permet pas

encore à nos PME de regagner en compétitivité. S'il est un combat que l'ensemble des acteurs de l'économie doivent mener conjointement, c'est assurément celui de la reconquête de cette performance industrielle. L'année 2017, jalonnée de grandes échéances électorales, est une opportunité qui leur est offerte de convaincre les prétendants d'inscrire dans leurs programmes les soutiens aux nécessaires transformations que doit opérer ce secteur,

socle de notre économie régionale.

Nos CCI ont en effet un rôle de premier plan à jouer dans ce combat de la modernisation économique, à condition de se repositionner fermement dans l'écosystème et de démontrer plus que jamais leur capacité à anticiper et accompagner les changements de l'Entreprise. L'engagement de cette nouvelle mandature prend donc une dimension particulière : elle devra négocier très serré le virage de cette posture d'avenir, en investissant plus massivement les problématiques digitales, en rendant les leviers de l'innovation plus lisibles et plus accessibles à nos entreprises, en animant l'intelligence collective du territoire et en se dotant de structures agiles et de haute performance.

Le challenge est ambitieux mais nous sommes prêts à le relever.



Jean VAYLET
Président de la CCI Grenoble

2017 : l'économie locale et la CCI de Grenoble à l'offensive

L'année 2016 s'est achevée sur une note positive. En région grenobloise, les différents indicateurs sont orientés favorablement (créations et défaillances d'entreprises, emploi) et le monde économique constate un meilleur courant d'affaires. Alors que le commerce de détail et l'hébergement-restauration tardent à redémarrer, les secteurs de l'industrie, du bâtiment, de l'immobilier et des services (notamment informatiques) affichent de belles perspectives.

Par ailleurs, notons la vitalité de notre territoire en matière d'innovation et d'accueil, d'accompagnement et de développement de start-up dans les domaines de la santé et des objets connectés. En témoignent les levées de fonds remarquables des start-up des technologies médicales

(MedTechs) en 2016 ou l'importante délégation de jeunes entreprises locales présentes au Consumer Electronic Show (CES) de Las Vegas.

Ainsi, pour conclure, les perspectives pour 2017 sont optimistes car les entreprises sont innovantes et combatives pour peu que les conditions réglementaires soient stables. Mais elles sont également prudentes car nombre d'entre elles soulignent la période électorale qui s'annonce en France, et qui parfois peut être source d'incertitude et d'attentisme...

Pour ce qui la concerne, la CCI de Grenoble souhaite apporter un accompagnement efficace au développement de son territoire et de ses entreprises. C'est le sens de la redéfinition de son offre de services à laquelle elle vient de procéder, et qui trouve son prolongement dans la mise en place d'une organisation nouvelle rationalisée et réactive.

restaurer tardent à redémarrer, les secteurs de l'industrie, du bâtiment, de l'immobilier et des services (notamment informatiques) affichent de belles perspectives.

restaurer tardent à redémarrer, les secteurs de l'industrie, du bâtiment, de l'immobilier et des services (notamment informatiques) affichent de belles perspectives.



Daniel PARAIRE
Président de la CCI Nord Isère

Nord Isère, œuvrer collectivement pour faire face à la conjoncture

Le sentiment global de l'année 2016 est plutôt favorable. Néanmoins, certaines situations très contrastées nous imposent de rester vigilants dans l'accompagnement des entreprises qui de par leur taille, leur secteur

d'activité ou la dépendance des fluctuations saisonnières ont une nouvelle fois cette année rencontré de nombreuses difficultés. Les tensions de trésorerie, le manque de visibilité, la sous-utilisation des capacités de production, les difficultés de recrutement sont malheureusement encore trop souvent évoqués par les chefs d'entreprises.

Pour 2017, les perspectives sont plutôt favorables notamment grâce à la dynamique de la croissance mondiale mais une

vigilance accrue devra être portée sur les éventuels impacts des facteurs politiques ou géopolitiques.

Dans ce contexte, la CCI Nord Isère est confiante quant aux capacités de son territoire à permettre le développement des entreprises présentes et l'accueil de projets d'investissements grâce aux mobilisations de foncier à usage économique. Aux côtés des collectivités territoriales, la nouvelle assemblée de la CCI Nord Isère offrira aux 20 200 entreprises du Nord Isère les opportunités pour favoriser les interconnexions et les synergies nécessaires au développement des affaires et poursuivra la modernisation de ses produits et outils notamment la plate forme multimodale de Vienne Sud Salaise Sablons et CCI Formation.



Jean-Luc DOLLEANS
Président de la CCI Haute-Loire

Un retour vers la stabilité

En Haute-Loire, la situation des entreprises est contrastée mais l'activité a enfin montré des signes de stabilité. Dans la plasturgie, le secteur a bien absorbé le cataclysme de la quasi disparition des sacs à usage unique, l'activité est bien orientée, surtout pour

ceux qui sont dans l'innovation, sans toutefois relancer significativement l'emploi. L'industrie agroalimentaire est en développement régulier. L'activité des services reste favorable, notamment dans le domaine du numérique. Mais, certains secteurs pourtant pourvoyeurs d'emplois comme les services à la personne, connaissent de graves difficultés. Les services représentent un secteur

dynamique en termes de créations d'entreprises, porteur d'avenir. Le secteur du tourisme se porte bien dans l'ensemble et ce dans un marché déstabilisé par la concurrence rude et inégale des différentes plateformes d'OTA. Il est difficile aujourd'hui de se passer de certains labels, véritables repères pour les consommateurs. Dans le commerce, la conjoncture est plus difficile : si certaines entreprises s'en sortent très convenablement, la tonalité générale est plutôt morose mais ce n'est pas une fatalité. La CCI a mis beaucoup de moyens pour accompagner la mutation du commerce. Il faut poursuivre l'effort et "jouer collectif" : commerçants, associations, élus locaux et CCI, ensemble pour améliorer l'existant, tout en prenant en compte le besoin de proximité des entrepreneurs sur tous les territoires.



Claude BARBIN
Président de la CCI Puy-de-Dôme

C'est collectivement que nous ferons gagner l'économie

Timide en 2015, la reprise économique s'est faite discrète en 2016. Le Puy-de-Dôme ne fait pas exception aux grandes tendances même si le taux de chômage y est toujours moins élevé que la moyenne nationale. 2017 devrait profiter à tous les secteurs

d'activité et les belles performances de fleurons de l'industrie puydômoise ne manqueront pas d'entraîner la dynamique locale.

Et si la France traverse une crise de confiance envers les partis politiques, nous pouvons parier sur la combativité des entreprises et leur capacité à retrouver le chemin de la croissance. L'actualité nationale et internationale ne doit pas éloigner les forces économiques et institutionnelles présentes sur le terrain du défi à relever pour nos territoires de l'ex-région Auvergne. D'ores et déjà, le Puy-de-Dôme trace son chemin car tous, partenaires publics et privés, sont au diapason. A la CCI, un seul slogan : l'avenir du territoire est dans la congruence ! Collectivement et avec la détermination de l'entrepreneur, nous préserverons l'attractivité de nos bassins d'emplois et ferons gagner l'économie.



Jean-Baptiste MAISONNEUVE
Président de la CCI Beaujolais

Le Beaujolais prépare l'avenir !

Dans un contexte de mutation, le Beaujolais maintient sa politique de développement de ses capacités d'accueil : la commercialisation du Parc d'activités Lybertec - 175 ha dans le Rhône - se poursuit. Des entreprises (santé, BTP, plasturgie) se sont déjà implantées et 2017

verra la concrétisation du projet d'implantation d'une plateforme de distribution avec la création de 300 emplois. Pour répondre aux demandes endogènes, la CCI aménage des zones économiques et développe un pôle d'activités aéronautiques sur l'aérodrome de Villefranche-Tarare. Le dynamisme du territoire se traduit également par des

projets de création d'envergure portées entre autres par des ETI familiales ancrées localement : le premier est celui d'un centre de recherches et de développement de l'entreprise Saint Jean Industries (équipementier transport) générant 100 emplois qualifiés, le second est celui d'un centre de formation de la société FIRALP (réseaux TP). Afin de renforcer l'offre locale de formation, la CCI accueille au Campus Martelet des enseignements supérieurs avec le DUP porté par l'Université Lyon III (IUT) en partenariat avec Pôle Emploi et la formation WebForce3, première école du numérique en Beaujolais. Enfin, la marque territoriale "trèsBeaujolais" poursuit son développement auprès des entreprises, des collectivités et des associations.



Emmanuel IMBERTON
Président de la CCI LYON METROPOLE Saint-Etienne Roanne

Toujours anticiper sur l'avenir

La création, il y a tout juste un an, de la CCI LYON METROPOLE Saint-Etienne Roanne marque un tournant dans l'histoire du réseau consulaire parce qu'elle a été l'œuvre de chefs d'entreprises qui ont appliqué aux CCI qu'ils géraient les mêmes principes de vision stratégique, d'adaptation

au changement, d'anticipation sur l'avenir qu'ils exercent tous les jours dans leur entreprise. Avec le regroupement de nos 3 CCI, nous avons souhaité être plus forts, en nous appuyant sur le formidable dynamisme de la métropole lyonnaise et les atouts très complémentaires des territoires stéphanois et roannais pour en faire bénéficier l'ensemble de notre bassin d'emploi. Demain, qu'une startup s'installe à Saint-Martin-d'Estreaux, à Andrézieux-Bouthéon ou à Corbas, elle recevra les mêmes services. C'est ce que nous appelons faire rayonner la dynamique métropolitaine.

Après un bilan 2016 plus favorable que le précédent pour l'économie locale, nous allons profiter d'un climat des affaires emprunt d'optimisme en ce début d'année 2017 pour challenger nos entreprises sur de nouveaux défis pour leur croissance.

La priorité numéro un est l'international. L'enjeu pour amener plus de PME à prospecter de nouveaux marchés à l'export est de fédérer l'ensemble des acteurs du territoire dans un écosystème semblable à celui que nous avons créé en matière d'entrepreneuriat. La création d'entreprise est notre deuxième défi : accompagner la formidable appétence, notamment des plus jeunes, pour l'entrepreneuriat. La transformation numérique des PME et des commerçants est également au cœur de notre plan stratégique car nous savons que ce mouvement de fond touchera chacune de nos entreprises, sans distinction de taille, d'activité ou d'organisation.



Bruno GASTINNE
Président de la CCI Savoie

Investir et innover pour rester leader

La saison d'hiver se déroule dans un contexte international crispé avec encore une fois un début de saison froid mais sec. Nos 53 stations de ski savoyardes savent relever ces défis. Après de lourds investissements pour la neige de culture et dans la qualité des services offerts, elles figurent parmi les plus compétitives et les plus attractives au monde. La distinction de Val Thorens comme World Best Ski Resort 2016 en témoigne une nouvelle fois. Pour autant, la concurrence internationale avec les destinations haut de gamme comme la Suisse ou l'Autriche et avec de nouvelles destinations low cost en Europe centrale ou en Asie est

de plus en plus rude. Notre écosystème touristique doit donc investir et innover en permanence pour garder sa position de leader mondial, en s'appuyant sur les attentes toujours plus fortes des clients en matière d'accès à internet, de services numériques et de protection de l'environnement. La CCI Savoie offre des programmes de formation et d'accompagnement dans ces différents domaines. N'hésitez pas à la solliciter pour donner les meilleures chances de réussite à vos projets. L'activité dans l'industrie et dans le BTP reste bien orientée grâce à un euro faible et à une production de logements dynamique mais les niveaux de marge sont encore insuffisants pour permettre une relance durable des investissements. Enfin le commerce souffre d'une nette reprise de l'inflation ces derniers mois qui pèse sur le pouvoir d'achat.



Guy METRAL
Président de la CCI Haute-Savoie

La CCI Haute-Savoie, partenaire naturel des collectivités

La conjoncture 2016 est satisfaisante en Haute-Savoie, avec des indicateurs globalement bien orientés mais des niveaux jugés encore insuffisants en termes d'investissements et d'emplois ; les perspectives 2017 sont plutôt favorables. On note cependant des disparités entre les secteurs : l'activité industrielle s'est raffermie malgré un creux au 3ème trimestre et la situation des Services a été stable. Par contre, les résultats des commerces de détail ne sont pas satisfaisants. En ce qui concerne le tourisme, après un été correct et un démarrage difficile, les prévisions sont mieux orientées. Enfin, le secteur du BTP connaît une hausse d'activité.

2017 constitue l'année de mise en œuvre effective de la loi NOTRe en matière de développement économique, dont les chefs de file sont dorénavant la Région et les intercommunalités. Face à cette évolution majeure, la CCI Haute-Savoie - positionnée depuis plusieurs années comme le partenaire naturel des collectivités - va conforter ses relations avec les EPCI. Les conventionnements vont ainsi être intensifiés, qu'il s'agisse de l'appui apporté aux territoires dans le déploiement de leur stratégie et de leurs projets économiques (organisation commerciale, schéma de ZAE, potentiel touristique...), de professionnalisation des acteurs (au 1^{er} rang desquels les Unions commerciales), ou encore de partenariats destinés à accompagner spécifiquement les créateurs et entreprises d'un EPCI.

Autres personnalités du monde économique



Patrick MARTIN
Président du MEDEF
Auvergne-Rhône-Alpes

L'"envie de faire" est clairement là

Nos entreprises, et plus globalement notre économie, sont sur une ligne de crête : elles peuvent, d'un rien, basculer du bon ou du mauvais côté.

L'"envie de faire" est clairement là : elle se traduit par le redémarrage progressif de plusieurs secteurs d'activité, les prémices d'une décrue du chômage, l'augmentation des crédits mis en place - tant auprès des entreprises que des ménages, la reprise de l'investissement, la diminution des défaillances d'entreprises, un retour erratique à la confiance des ménages et des entrepreneurs.

Avec un pragmatisme croissant, le Conseil régional et les Services de l'Etat sont en appui. Les organisations professionnelles et consulaires se coordonnent mieux que jamais et plusieurs syndicats de salariés, sans renier leurs convictions, évoluent vers plus de réalisme : les "corps intermédiaires" remplissent leur rôle.

Mais il reste beaucoup à faire pour que notre économie tienne son rang ; ceci est particulièrement vrai s'agissant de la formation, des infrastructures et du numérique.

Enfin un aléa majeur pèse sur nos décisions d'aujourd'hui et peut-être nos performances de demain : celui du politique. Souhaitons que nos entreprises, mères de toutes les richesses économiques et sociales, ne soient pas de nouvelles prises en otage !



François TURCAS
Président de la CPME
Auvergne-Rhône-Alpes

2017 : le décollage économique ?

2016 s'est soldée par une croissance économique française de 1,1 %, inférieure à la moyenne des pays de l'Union européenne (1,7 %) et de l'OCDE (1,7 %). En fin d'année, deux des moteurs de la croissance, la consommation des ménages et l'investissement des entreprises, semblaient redémarrer quelque peu. Autre évolution positive, le taux de marge des entreprises continue d'évoluer positivement et de se rapprocher des standards de l'OCDE. De même, les taux d'intérêt historiquement bas favorisent la relance de l'investissement.

Pourtant de nombreux nuages continuent à s'accumuler : BREXIT, risque d'un retour du protectionnisme notamment américain, tensions géopolitiques, autant d'éléments d'incertitudes pesant sur la confiance des investisseurs et des entreprises.

Dans ce contexte, la CPME continuera d'agir pour que le futur Président de la République et le Gouvernement engagent un vrai "choc de confiance" et de restauration de compétitivité : baisses des dépenses publiques et des prélèvements obligatoires, priorisation des investissements productifs (numérique, transition écologique, bio science, robotique...), simplification du droit social et diminution des contraintes réglementaires.

Au sein d'Auvergne-Rhône-Alpes, nous poursuivons et amplifions notre action d'accompagnement des dirigeants de TPE-PME, véritables héros des temps modernes, dans leurs projets de développement notamment en matière internationale, de transition numérique, de financements et de gestion des compétences. Notre action se déploiera dans la proximité territoriale en étroite relation avec les acteurs publics et privés, et en particulier la Région, dont on ne peut que se féliciter du dynamisme et le réseau des Chambres Consulaires de Métiers et de Commerce. Auvergne-Rhône-Alpes : un écosystème performant !

Bonne année à chacune et chacun d'entre vous.



Pierre du PELOUX
Directeur régional de la Banque de France

L'export sera le grand enjeu de 2017

L'année 2017 démarre sur des indicateurs positifs pour l'industrie et les services : les carnets de commandes, élevés, poursuivent leur progression tandis que les stocks se maintiennent à un niveau normal. L'activité devrait se maintenir sur ces bases, malgré un léger recul à l'export en 2016. L'international sera le grand enjeu de 2017. La reprise du BTP, tirée par le gros œuvre dans le bâtiment, constitue la bonne nouvelle de l'année. En 2016,

l'ensemble du secteur a progressé de 1,5 % en activité. Si la chimie, la métallurgie et la plasturgie ont moins performé, les services aux entreprises ont connu une très bonne année 2016 et devraient accroître leur activité en 2017. En parallèle, les marges s'améliorent. Soulignons que le CICE a distribué sur trois ans 5 milliards d'euros aux entreprises de la région, soit 12 à 13 % du montant national. Seule ombre au tableau, l'investissement peine à repartir en dépit de taux d'intérêts favorables et d'un mouvement de désendettement des entreprises. L'incertitude et l'instabilité continuent d'impacter la confiance des chefs d'entreprise.



Serge VIDAL
Président de la Chambre
Régionale de Métiers et de
l'Artisanat Auvergne-Rhône-
Alpes (CRMA)

**Mettre en adéquation
l'offre et la demande**

Avec 164 000 entreprises (près d'1/3 du champ marchand non agricole régional), les artisans constituent des acteurs majeurs de l'économie de proximité. Alors que leurs activités redémarrent, les ¾ des artisans n'envisagent cependant pas d'investir en ce début d'année. Notre secteur représente pourtant un levier incontournable pour dynamiser l'emploi et nous avons des besoins importants en Auvergne-Rhône-Alpes. Faute de candidats correspondant aux postes, 30 à 40 % des offres d'emplois ne sont pas pourvues... Si nous voulons réussir la reprise, nous devons redorer le blason de l'artisanat. Notre priorité en 2017 consiste à élaborer une offre de formation véritablement adaptée. 90 % des jeunes titulaires d'un diplôme professionnel obtiennent un CDI dans les six mois et l'on peut bien vivre de nos métiers ! En lien avec la Région, les centres de formation d'apprentis et l'Éducation nationale, la CRMA veut faire de l'apprentissage une filière d'excellence, afin de susciter les vocations nécessaires et de pouvoir accompagner sur le terrain les porteurs de projets.



Gilbert GUIGNAND
Président de la Chambre
Régionale d'Agriculture
Auvergne-Rhône-Alpes

**2017, année d'espoir
pour les prix agricoles**

La conjoncture difficile de 2016 a mis à mal les grands secteurs de production de notre agriculture, fragilisée par une concurrence européenne et mondiale accrue. En ce début d'année, les prix des céréales se redressent légèrement, et après avoir touché le fond, la filière lait voit ses prix remonter de 10 %. 2017 s'annonce comme un beau millésime avec une récolte régionale viticole estimée en 2016 à 2,5 millions d'hectolitres. Ces progressions, si elles se confirment, pourraient permettre de retrouver des seuils de rentabilité acceptables. En dépit de la grippe aviaire qui se propage depuis le Sud-Ouest, les abattages ont augmenté de 2 % l'an dernier, signe d'une filière avicole régionale dynamique. Si le cours du porc affiche un niveau correct, la filière porcine est en danger sur AuRA où la production peine à satisfaire la demande locale. Le marché de la viande bovine stabilisé essaie de trouver des débouchés à valeur ajoutée, tels que le bio ou les produits innovants. Les filières doivent aujourd'hui s'organiser pour permettre aux agriculteurs de rentabiliser leurs investissements et de pouvoir embaucher.



Hervé de MALLIARD
Président des Conseillers du
Commerce Extérieur de la
France en Auvergne-Rhône-
Alpes

**Tous derrière
l'international et les
secteurs industriels
d'excellence !**

Auvergne-Rhône-Alpes reste un modèle en France avec un excédent du commerce extérieur de 2,381 Mds€ en 2016 (hors énergie et armement), à comparer avec un déficit national de 34,5 Mds€. Notre excédent se dégrade toutefois sous l'effet d'une forte progression des importations, malgré des exportations en légère croissance. La faiblesse de l'euro face au dollar et les taux d'intérêts très bas n'ont pas eu l'impact positif prévu. En 2017, les entreprises devront faire face à la remontée des taux et du coût de l'énergie et aux incertitudes liées au Brexit et à l'élection du Président Trump. L'incertitude politique aux Etats-Unis devrait être compensée économiquement par la politique de relance menée par la nouvelle administration. Pour le Royaume-Uni, 4^{ème} client et 9^{ème} fournisseur de la région, avec un excédent de 2,1 Mds€, les conséquences du Brexit devront être observées avec vigilance. Le calendrier très chargé des élections en Europe s'ajoute au climat d'incertitude international avec une montée du populisme et du protectionnisme. Dans cet environnement, le profil très industriel de notre région constitue un atout. Il est capital de soutenir l'industrie et en particulier les industries innovantes, leurs investissements et leur politique de développement international.



Philippe BLANQUEFORT
Directeur régional de la Caisse
des Dépôts

**La CDC maintient son
volume d'intervention**

L'orientation du début d'année est favorable. Les chiffres d'affaires des entreprises régionales progressent, les carnets de commandes se remplissent et le BTP est relancé. En revanche, la situation demeure morose dans l'hôtellerie restauration, et le retrait des collectivités territoriales en termes d'investissements se poursuit. Du côté de l'emploi, la Savoie se distingue avec la plus importante progression observée dans l'Hexagone (+ 3,6 %) et le taux de chômage de la région se stabilise à un niveau inférieur à la moyenne nationale début 2017. Le moral des décideurs est bien orienté. La Caisse des Dépôts poursuivra son soutien aux transitions énergétique, numérique, touristique, écologique et démographique des territoires. Le financement en prêts devrait être équivalent au niveau de 2016, soit 1,9 Md€, et le soutien en fonds propre atteindra 46 M€, avec un effet levier escompté significatif. Pour compléter ces investissements, notre dispositif de prêts d'honneur pour la création et la reprise d'entreprise est reconduit, avec 6,9 M€ de notre part et un montant équivalent qui devra être confirmé par la Région.



Serge BRUHAT
Président régional du Comité des Banques

Optimisme de rigueur pour les entrepreneurs en 2017

2017 s'inscrit dans la lignée d'une année 2016 satisfaisante, malgré le contexte politique européen incertain, le renforcement du protectionnisme américain et les conséquences du Brexit encore mal mesurées. Les services aux entreprises et le bâtiment sont dans une bonne dynamique en région, mais l'export déçoit. En termes de financement, la France tient la première position de la zone euro. Les banques ont prêté 911 Mds€ aux entreprises (+ 4,9 %), dont la moitié aux TPE/PME. 95 % des PME ont obtenu leur crédit d'investissement et 84 % leur prêt de trésorerie. La proportion tombe à 85 % - 70 % pour les TPE. Les prêts aux particuliers ont également progressé de 4,5 % pour un total de 1096 milliards d'euros. Les taux devraient se maintenir à un niveau bas pour l'année 2017. Tout cela contribue à l'optimisme des chefs d'entreprise. Le secteur bancaire, quant à lui, poursuit sa révolution pour suivre le changement radical de comportement des clients. Nous devons adapter nos organisations pour apporter plus de proximité, assurer une présence omnicanale, recruter de nouveaux profils, plus diplômés et plus spécialisés...



David BUFFELARD
Président de Lyon Pôle Bourse

Des opportunités d'acquisitions en 2017

Dans un contexte macroéconomique et électoral incertain, le climat des affaires est tout à fait imprévisible et compliqué l'anticipation. En 2016, 16 introductions ont eu lieu au niveau national, dont 3 émanant des régions Auvergne-Rhône-Alpes et Bourgogne-Franche-Comté, en net recul par rapport à 2015 qui avait compté 25 introductions et 6 dans la zone de Lyon Pôle Bourse. Pour autant, le niveau de liquidités est bon et les levées de fonds secondaires ont fortement progressé. Pour 2017, LPB a peu de visibilité, mais les conditions semblent favorables : les prix ont augmenté pour les acquisitions et le private equity, et la tendance à fin février est supérieure à celle de 2016 avec déjà 4 introductions au niveau national. 2017 devrait être une année d'opportunité d'acquisitions pour les groupes qui souhaitent se développer par croissance externe. Dans ce contexte, les entreprises qui se distinguent sur les marchés sont agiles, digitalisées, dotées d'un management et d'une gouvernance adaptée pour anticiper les problèmes et ce, quel que soit le secteur d'activité.



Jean-Pierre LAC
Président de Lyon Place Financière et Tertiaire (LPFT)

Accompagner les entreprises dans leurs projets

L'incertitude domine en ce début 2017 marqué par le climat électoral, qui a livré ses "certitudes incertaines" aux Etats-Unis et au Royaume-Uni en 2016, et qui demeure incertain demain en France et en Allemagne... Avec un impact certain sur le moral des consommateurs : le taux d'épargne augmente depuis 3 ans et la consommation ne repart pas. La région Auvergne-Rhône-Alpes, 8^{ème} d'Europe, peut néanmoins rester optimiste : ses atouts - population et PIB en croissance, écosystème attractif - sont de nature à attirer les investisseurs physiques et financiers. Avec un bon niveau de liquidité sur les marchés, l'appétence est là pour l'investissement dans une optique de diversification des risques. Notre région est bien placée pour en profiter. Toutefois, alors que l'octroi de crédits de trésorerie est reparti à la hausse, les demandes de crédits d'investissement auprès des banques stagnent. Dans ce contexte, LPFT a plus que jamais un rôle à jouer pour préparer ses adhérents, professions de la Place et leurs clients, surtout les PME, à la flexibilité.



Arnaud PEYRELONGUE
Directeur réseau Sud-Est de Bpifrance

En 2017, Bpifrance renforce ses programmes d'accélération de la croissance des entreprises

Les bonnes tendances constatées depuis le second semestre 2016 se confirment sur les premiers mois de 2017. Jamais l'indice d'opinion favorable d'activité des entreprises de notre enquête régionale n'a été aussi haut depuis de très nombreuses années. Il est de 10 points supérieur à l'indice national et au-dessus de la moyenne de long terme. L'amélioration des situations financières, la baisse des stocks et le bon niveau des carnets de commandes influent favorablement sur la décision d'investir, à un moment où les taux des crédits sont encore très bas. En 2016 les financements de Bpifrance ont augmenté de 9 % sur la région, représentant 3,35 milliards d'€, avec une activité en progression en innovation, en financement à l'international, mais aussi en soutien de la trésorerie, avec le préfinancement du CICE. En 2017 Bpifrance renforce encore ses moyens pour financer et accompagner la croissance des entreprises : lancement de Bpifrance Assurance Export et renforcement du programme d'accompagnement. Start up, PME et ETI de croissance peuvent bénéficier de diagnostics, de formation, de mise en réseau, mais aussi se voir proposer d'intégrer un accélérateur, programme spécifique où durant 24 mois elles ont accès à tous ses services.



Alain BOISSELON
Président de l'UNICEM, Union Nationale des Carrières et des Matériaux Auvergne-Rhône-Alpes

Rebond attendu en 2017

2016 a été une année de consolidation, 2017 sera nous l'espérons, celle du rebond. L'optimisme domine dans les zones urbaines à forte attractivité (Lyon, le Genevois, Annecy, Chambéry et Aix-Les-Bains), et la dynamique devrait s'amplifier sur l'ensemble de l'année. Les zones rurales en revanche restent atones sur le plan des projets. Les livraisons de bétons prêts à l'emploi ont progressé légèrement de 2 %, tandis que celles de granulats se sont maintenues, avec une montée en puissance des matériaux recyclés. Si le redémarrage de l'activité ne s'est pas traduit par une remontée des prix en 2016, début 2017 le marché semble repartir à la hausse, tiré par le bâtiment. Les entreprises toujours en surcapacité de production n'investissent que dans l'entretien et poursuivent leur consolidation avant de réembaucher. Nos professions se concentrent aujourd'hui sur le développement d'une économie circulaire de la construction et donc sur le recyclage des matériaux en circuits courts, en valorisant les déchets inertes et leur traçabilité.



Gilles COURTEIX
Président de la Fédération Française du Bâtiment région Auvergne-Rhône-Alpes

Le logement neuf tirera le marché en 2017

Le climat s'améliore pour le secteur du bâtiment. La reprise est portée par la mise en chantier de logements neufs, qui progresse de 6,8 % en Auvergne-Rhône-Alpes contre 10,4 % au niveau national. Les disparités sont cependant très marquées entre les départements qui redémarrent (Savoie : + 50 %, Haute-Savoie : + 10 %, Rhône : + 15 %, Loire : + 13 %) et ceux en retrait (Haute-Loire : - 22 %, Allier - 12,5 %, de - 7 à - 5 % pour la Drôme, l'Isère et l'Ardèche). Si la rénovation et l'entretien, qui représentent plus de 50 % de notre activité, restent atones, la mise en chantier de locaux commerciaux progresse de 2 points et le marché de la maison individuelle s'annonce positif en 2017. Ce redémarrage est porté par les taux d'intérêts bas et les mesures fiscales (prêt à taux zéro, loi Pinel). La FFB relève avec satisfaction l'effort mené sur le travail illégal : l'unité spécialisée de contrôle des chantiers de détachement a doublé ses effectifs et augmenté le nombre et la fréquence des contrôles. Dans ce contexte, le bâtiment espère voir les perspectives positives se confirmer en 2017.



Pierre BERGER
Président de la Fédération Régionale des Travaux Publics Auvergne

Un secteur toujours en quête de visibilité...

Les carnets de commandes des Travaux Publics d'Auvergne ont repris des couleurs en 2016, impliquant plus de volume d'activité sans bénéficier pour le moment aux résultats et à la rentabilité. Il y a eu mort d'entreprises durant les années noires de cette crise. Notre secteur a vu son chiffre d'affaires chuter de 20 % entre 2008 et 2015, tandis que le nombre d'emplois est passé de 6500 à 5500 salariés. Le frémissement ressenti en ce début 2017 pourrait annoncer une reprise qui reste encore en attente de commandes à venir. Pour nos principaux donneurs d'ordres que sont les communes, comme pour nous, il devient impératif de réaliser les travaux des réseaux d'eau et d'assainissement en mal d'entretien. Ces investissements ne peuvent être retardés plus longtemps et le financement de liaisons interrégionales routières par la Région est également attendu. La Fédération va réaliser dans le courant de l'année sa fusion administrative avec Rhône-Alpes, sans pour autant modifier les structures locales existantes. Notre volonté de proximité avec nos donneurs d'ordres s'avère d'autant plus forte qu'elle demeure indispensable. Il en va de la rentabilité de nos entreprises !



Jean-Marc CORNUT
Président de la Fédération Régionale des Travaux Publics Rhône-Alpes

En 2017, relançons les infrastructures !

Les carnets de commandes des entreprises de travaux publics se sont enfin stabilisés. Le volume d'affaires s'inscrit légèrement en hausse dans tous les secteurs d'activités, bien que les prix demeurent très faibles. Les perspectives 2017 sont donc encourageantes, malgré l'attentisme qui risque d'accompagner les élections. Nous avons atteint le point d'inflexion en termes d'emploi. Les Métropoles génèrent plus de 50 % de l'activité de nos entreprises avec des projets structurants comme le tramway et le pôle commercial STEEL à Saint-Étienne. La ligne Lyon-Turin est également un projet clé. Signalons malgré tout les blocages liés aux recours d'associations dès qu'un projet s'annonce : autoroute Lyon Saint-Étienne, Center Parcs de Roybon... L'acceptabilité sociale constitue désormais un élément incontournable de la conduite de programme. Toutefois, notre profession regarde résolument vers l'avenir : la FNTP a lancé en février la campagne "Réinvestissons la France" à destination des décideurs, identifiant une centaine de projets structurants dans la région. Les infrastructures publiques sont les conditions du bien vivre des Français. Il faut les relancer !



Pascal PERRAUT

Président de la Commission Commerce de la CCI de région Auvergne-Rhône-Alpes

Daniel PARAIRE

Référént au sein du Bureau de la CCI de région Auvergne-Rhône-Alpes en matière de Commerce

Président de la CCI Nord Isère

Faire des centres-villes et des centres-bourgs des lieux de commerce agréables sûrs et accessibles, en phase avec les évolutions des modes de consommation



De par sa démographie et son dynamisme économique, la région Auvergne-Rhône-Alpes présente un vaste marché de consommation. En dehors de l'Île-de-France, c'est le principal espace marchand du pays et parmi l'un des premiers en Europe. Jouant un rôle important dans l'économie de notre région et l'attractivité de nos villes et de nos villages, le commerce représente plus de 110 000 établissements et plus de 1 500 tenues de marchés hebdomadaires. Pour autant, le commerce connaît aujourd'hui sa plus profonde mutation et de nombreux centres-villes rencontrent des difficultés, particulièrement la catégorie des villes moyennes ou rurales. L'augmentation du taux de vacance des locaux

commerciaux en est l'un des marqueurs les plus prégnants. Ainsi le taux moyen de la vacance en centre-ville est passé de 7,2 % en 2012 à 9,5 % en 2015. Dans ce contexte, il est primordial de manager nos centres-villes et nos centres-bourgs et de mobiliser l'ensemble des acteurs autour de cette question essentielle pour l'avenir de nos territoires : Chambres consulaires, collectivités locales, unions commerciales, investisseurs, enseignes, artisans et commerçants... C'est ainsi que la CCI de région Auvergne-Rhône-Alpes, la DIRECCTE et le Conseil régional ont souhaité mettre en place le dispositif "MG2T". Basé sur des expériences menées depuis 15 ans dans notre région, ce véritable centre de ressources propose aux territoires souhaitant impulser ou consolider une politique de dynamisation territoriale et commerciale de les accompagner dans la mise en place d'une démarche de management de centre-ville en lien avec les CCI territoriales, véritables opérateurs de proximité.



Claude RISAC

Président de la Fédération du Commerce et de la Distribution Auvergne-Rhône-Alpes

Le commerce prévoit des embauches en 2017

Dans notre région, le commerce rassemble 12 631 établissements, pour 139 000 salariés. 84 % d'entre eux emploient moins de 10 salariés. Les soldes d'hiver ont été médiocres à - 6,5 % par rapport à l'année dernière. Elles font suite à une bonne résistance du commerce régional en 2016 (+ 1,8 % de chiffre d'affaires). Trois facteurs pourraient intervenir plus négativement en 2017 : une croissance faible, une période électorale peu propice à la consommation et des contraintes budgétaires qui pèseront sur les ménages (remontée des taux d'intérêt et des prix de l'énergie). Malgré ce contexte, quatre opérations de rénovation et extension de centres commerciaux interviendront cette année : + 4 400 m² à l'Isle d'Abeau, + 4 800 m² à Evian Amphion, + 5 000 m² à Bourgoin Jallieu et + 7 400 m² à Saint-Etienne Monthieu. Ces initiatives sont importantes en terme d'attractivité pour éviter l'évasion commerciale. La croissance forte du bio, secteur d'excellence dans notre région, et des produits issus des filières courtes se poursuit. Le succès de la vente en ligne conduit les enseignes et les commerçants à d'indispensables évolutions. À noter, le lancement par la Région d'un nouveau label à l'occasion du Salon de l'Agriculture : "La Région du Goût", afin de renforcer la visibilité des productions d'Auvergne-Rhône-Alpes.



Jean-Michel PERISSOUD

Président du Conseil National des Professions de l'Automobile Auvergne-Rhône-Alpes (CNPA)

Des métiers de l'automobile attractifs et connectés

Avec une hausse de 5,16 % des voitures particulières neuves immatriculées en 2016 (pour 11 % des immatriculations nationales), la bonne santé du marché automobile régional se confirme.

Même si les ventes de véhicules diesel pourraient être impactées du fait des mesures prises dans certaines villes, cette année de transition permettra la mise au point d'une nouvelle génération de véhicules moins polluants.

Alors que notre région reste bien positionnée sur le marché de l'occasion (Cf. véhicules de moins de dix ans), les gammes tout électriques ou hybrides qui sortent s'avèrent de plus en plus connectées et plébiscitées.

Réunissant désormais Auvergne et Rhône-Alpes, le CNPA fait de l'apprentissage l'une de ses priorités pour 2017: la cinquantaine de centres de formation du territoire a vu ses effectifs progresser de 10 % en 2016, une tendance qui devrait encore s'accroître.

Qu'il s'agisse de véhicules futuristes ou historiques, nos 22 métiers et les services non délocalisables qui les accompagnent suscitent des vocations d'avenir.



Eric BOEL
Président de l'Unitex, Union interentreprises Textile Lyon et région Rhône-Alpes

Préparer la révolution du textile connecté

L'industrie textile régionale, seule en France à associer toute la filière - filature, tissage, tricotage, enduction, ennoblissement - connaît pour la troisième année consécutive une hausse de son chiffre d'affaires global. Les entreprises positionnées sur des niches d'activités très techniques et créatives, ont trouvé toute leur place sur leurs marchés. Leurs produits confinent à l'excellence, puisqu'ils restent compétitifs, à coûts français, dans une économie mondialisée. Ils sont utilisés dans les parois d'Airbus, les voiles de parapente, les grands défilés de mode ou les tentures des plus grands musées du monde. En 2017, les textiles destinés à l'aéronautique, l'automobile, le médical, le luxe, apparaissent très bien orientés. Le seul bémol réside du côté de l'emploi : nous peinons à renouveler les compétences ou à créer de nouveaux postes, alors même que nos usines deviennent de plus en plus connectées et intelligentes. À cet égard, il est capital que la France se projette dans la prochaine révolution, celle des textiles connectés, massivement investie aux Etats-Unis. Nous aurons évidemment besoin pour cela du maintien d'un crédit d'impôt collection et innovation qui contribuent à une filière à la fois créative et innovante.



Gérard RAVOUNA
Président des Industries Mode Habillement Rhône-Alpes

La région attire les investissements

L'activité de commerce de détail apparaît dégradée en France et dans la région avec un chiffre d'affaires en recul de 6,7 % en janvier 2017 et des soldes d'hiver décevants. La vente en ligne est désormais le canal de distribution le plus dynamique, ce qui oblige toutes les entreprises à mettre en place des stratégies omnicanales et à recruter des collaborateurs poly-compétents. Auvergne-Rhône-Alpes représente près de 18 % de la production de l'habillement français pour un chiffre d'affaires de 1,6 Md€. Avec près de 120 entreprises du luxe et haut de gamme, la région attire les investissements. Chanel s'est ainsi porté acquéreur de quatre entreprises l'été dernier. Cependant, depuis deux ans, la dégradation de la situation économique internationale, ajoutée au recul de la fréquentation touristique à Paris et sur la Côte d'Azur, impactent durement ce segment. Le prêt-à-porter reste quant à lui une activité forte dans la région. Notre secteur attend avec impatience le projet d'ouverture à Lyon des lots commerciaux du Grand-Hôtel Dieu et les enseignes de mass-market du quartier Grolée (Uniqlo, Courir, Décathlon...).



Françoise PFISTER
Présidente de la Fédération des Industries Mécaniques Délégation Auvergne-Rhône-Alpes

Une mécanique régionale d'excellence, qui s'organise et se modernise !

En Auvergne-Rhône-Alpes, première région mécanicienne de France (plus de 6 000 entreprises, 125 000 salariés et 25 milliards d'euros de chiffre d'affaires), les anticipations de début 2017 sont encore meilleures que celles de 2016, déjà bien orientées. L'activité est portée par le dynamisme des marchés automobiles, aéronautiques et de l'énergie. Seul le BTP peine à retrouver ses niveaux d'avant 2008. Ce bon climat est général en Europe. Nos entreprises investissent dans le renouvellement des équipements et le digital pour se doter d'organisations plus souples et réactives. Dans ce contexte, l'aide de la Région aux investissements industriels est la bienvenue. Des industriels aux savoir-faire complémentaires se regroupent pour élargir leur offre et être plus visibles à l'international. Ces mouvements très positifs constituent la voie du succès dans le ferroviaire, le nucléaire, l'hydro-électricité... La fusion d'Auvergne et Rhône-Alpes a beaucoup de sens en additionnant nos marchés et nos savoir-faire. Dans cette nouvelle région, la mécanique représente une force formidable que nous voulons encore dynamiser.



François PERRIER
Président de l'Union des Industries et Métiers de la Métallurgie Auvergne-Rhône-Alpes

Une conjoncture porteuse dans la métallurgie

Nos entreprises bénéficient d'un bon niveau d'activité en ce début d'année. Le dynamisme des marchés de l'automobile, du ferroviaire, de l'énergie (hydro-électricité, hydrogène notamment), se répercute sur nos métiers. De façon émergente, nous commençons aussi à observer des rapatriements de productions en région, auparavant parties en Europe de l'Est. Grâce à la modernisation, à la robotisation et à la numérisation de nos usines, nous regagnons des points de productivité, une tendance soutenue par le CICE. Preuve d'une confiance retrouvée, nos prévisions d'investissement se maintiennent à haut niveau en 2017. Ce rattrapage était toutefois nécessaire, car nous devons également faire face à la concurrence allemande. Néanmoins, si ces tendances positives se poursuivent, nous risquons d'être limités dans nos développements par le manque de talents (du bac pro aux ingénieurs). La profession émet aussi des inquiétudes quant au maintien de l'accès à l'électricité à bon prix, jusqu'à présent assuré par le nucléaire. Ces tarifs représentent, ne l'oublions pas, un facteur essentiel d'attractivité !



Jean-Claude GUILLON
Président de l'Association
Régionale des Industries
Agro-alimentaires (ARIA)
d'Auvergne-Rhône-Alpes

Promouvoir l'ancrage territorial des industries agro-alimentaires

Née en 2016, l'ARIA Auvergne-Rhône-Alpes regroupe des entreprises de tout statut (coopératives ou privées) et de toutes tailles (Groupes, ETI, PME, TPE). Réparties sur les 12 départements de la région et actrices de la vitalité des zones rurales, les industries agroalimentaires représentent plus de 40 000 emplois (3^{ème} rang national) et près de 10 Mds€ de chiffre d'affaires. Déjà contributrice au SRDEII, l'ARIA s'implique pour la mise en place d'une Commission Paritaire Régionale Emploi Formation Professionnelle en 2017. La valorisation de nos métiers vise à allier performance économique et sociale, qualité et proximité des produits. Nos entreprises s'engagent dans des démarches d'excellence industrielle et d'innovation, en vue de mieux répondre aux exigences de leurs marchés, aux niveaux régional, national et international. Parce que l'ancrage territorial est inscrit dans son ADN, l'ARIA incite ses adhérents à s'approvisionner localement et régionalement, dans une logique de "Circuit court industriel" durable.



Etienne BECHET de BALAN
Président d'Allizé Plasturgie
Auvergne-Rhône-Alpes

La plasturgie intègre toujours plus de valeur pour ses clients

Avec 26 500 emplois et 6 Mds€ de chiffre d'affaires en 2016 en AURA (environ 25 % de la plasturgie nationale), nos entreprises sont optimistes pour 2017. L'export (en moyenne 28,5 % de notre activité) a enregistré une croissance de 6,5 % en 2016. Signe évident d'une reprise d'activité, près de 85 % de nos entreprises comptent investir en 2017, dans le matériel et l'immatériel. Le recours croissant des grands donneurs d'ordres aux matériaux plastiques et composites, plus légers et plus aptes à s'adapter aux formes complexes voulues par les designers, bénéficie à la profession, particulièrement dans l'automobile, l'aéronautique, le médical ou l'électrique. Autre facteur de croissance, notre capacité d'innovation à travers des produits à plus forte valeur ajoutée, dotés de plus en plus de caractéristiques stratégiques (*résistance à la chaleur/au froid, conductibilité, finition, décoration...*). Nos usines s'orientent vers la "Fabrication 4.0", où au-delà de la simple transformation des plastiques, nous ajoutons une valeur croissante aux produits via des périphériques sophistiqués, avec une robotisation des lignes de fabrication. L'impression 3D, loin d'être une menace, booste nos activités en accélérant le développement de nouveaux produits.



Frédéric FRUCTUS
Président du Groupement
des Industries Chimiques et
Connexes Rhône-Alpes

Retrouvons des conditions favorables pour la chimie !

L'année 2016 a été décevante pour la chimie régionale : la production a atteint + 1 % en volume, avec un chiffre d'affaires en diminution (- 2,1 %) répercutant la baisse des matières premières. 2017 ne se présente guère mieux. Nous espérons toutefois que l'export, qui concerne 75 % de notre production, reparte à la hausse, tiré par la Chine et les Etats-Unis, l'Europe restant atone. Du fait de la remontée des prix de l'énergie, nos entreprises anticipent une croissance de chiffre d'affaires de 3 % environ. Nos investissements demeurent importants, aux ¾ consacrés aux opérations de mise aux normes ou de sécurité. Parmi les faits marquants, citons le démarrage de l'américain Hexcel, sur la plate-forme de Roussillon, qui s'accompagne de 250 M€ investis et de la création de 125 emplois dès 2017. L'attractivité de la région, au cœur de l'Europe, qui concentre ¼ de la production chimique française et 25 % des moyens de recherche, ne se dément pas. Emplois, développement durable, innovation... L'industrie chimique est prête à relever les défis de notre société. Selon une étude d'Advancy sur les perspectives d'évolution du secteur à l'horizon 2030, la croissance de la valeur ajoutée du secteur pourrait atteindre 2,5 % par an et créer 60 000 emplois durables et qualifiés.



Pascal REBER
Président de l'AFIPRAL,
Association des fabricants de
l'industrie pharmaceutique de
Rhône-Alpes

Le retard accumulé ne se rattrape pas

Le marché de l'industrie pharmaceutique s'est contracté en 2016. Les biotechs notamment, sur lesquels beaucoup d'efforts ont été consentis, ne tiennent pas leurs promesses. La bonne rentabilité du secteur est entamée par les restrictions budgétaires des politiques de santé et les pressions sur les prix. Le mouvement des entreprises innovantes vers d'autres pays semble s'accroître pour contourner l'aversion aux risques de la France, incompatible avec l'innovation et la compétitivité. Par ailleurs, le pays n'a toujours pas un outil industriel performant sur les anticorps, secteur de spécialité en forte croissance. Tout cela ne fait qu'accroître la réticence des investisseurs. Quelques mouvements d'intérêt sont à signaler en Auvergne-Rhône-Alpes : Boiron mettra sa nouvelle plateforme de distribution en fonction dans les mois à venir et rapatriera toute sa production à Messimy d'ici 2018. Quant à la séparation entre Sanofi et Merial, elle ne devrait pas être trop impactante dans un premier temps : si le siège social de Merial passe en Allemagne, l'activité lyonnaise est préservée pour l'instant.

**Yves BISMUTH***Président de l'ADIRA, Association pour le Digital en Région Auvergne-Rhône-Alpes*

Numérique : une confiance relative retrouvée, dans une économie mouvementée

La transformation digitale s'accélère dans les entreprises. Une dynamique importante d'investissement sur les nouveaux usages digitaux a été observée en France - + 18 % en 2016 - et elle s'accompagne d'une courbe d'embauches en très nette hausse (plus de 40 000 cadres recrutés l'an dernier). La région Auvergne-Rhône-Alpes, par son potentiel économique, dispose d'atouts majeurs pour gagner "la course du digital" et créer un avantage concurrentiel sur le territoire national

et au niveau européen. Nos entreprises bénéficient de ces courants porteurs. Toutefois, le secteur numérique est sous tension par manque de ressources. Il encourage fortement des initiatives de formations courtes, comme par exemple celle de développeurs, pour répondre aux exigences du marché et favoriser l'émergence de nouveaux métiers IT, tels que data scientist, business analysis, chief digital officer, IT manager, community manager... Ceci dans l'attente du fameux "Campus numérique" prévu à la rentrée 2017 dont l'ambition est de faire de la région une autre Silicon Valley.

**Éric TEILHARD de CHARDIN***Président de la Fédération Nationale des Activités de la Dépollution et de l'Environnement (FNADE) Région Auvergne-Rhône-Alpes*

2017, l'engagement régional en faveur de la croissance verte

Représentant au travers de ses 8 syndicats, 40 entreprises privées et quelque 10 300 salariés en AuRA, la FNADE fédère notamment les professionnels de la collecte, du traitement et de la valorisation des déchets. Elle contribue ainsi à la mise en place de la loi de transition énergétique pour la croissance verte. La FNADE Auvergne-Rhône-Alpes fait partie des acteurs publics et privés rassemblés depuis janvier 2017 autour du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD). Envisagé tant en termes de coûts que de bénéfices attendus, le PRPGD vise à réduire les Déchets Ménagers et Assimilés de 10 % (en kg/hab.) d'ici 2020, en obtenant des taux de valorisation matière plus importants. En parallèle, l'enfouissement de déchets non dangereux devra diminuer de 50 % d'ici à 2025. Participant à l'élaboration du PRPGD qui doit être appliqué en 2019, la FNADE poursuit son engagement en faveur d'une économie circulaire durable, alliant croissance et rentabilité pour les entreprises. Ses enjeux ambitieux accélèrent la mutation de nos métiers, avec des milliers d'emplois à la clé dans le secteur de la filière déchets.

**Philippe GIRAUD***Président Auvergne-Rhône-Alpes de Prism'emploi*

Notre profession au coeur de la dynamique du marché de l'emploi

La note de conjoncture des professionnels de l'intérim et du recrutement annonce une croissance de 7,9 % de l'emploi intérimaire en janvier 2017 (versus janvier 2016) en Auvergne-Rhône-Alpes, équivalente à la moyenne nationale. Les secteurs en hausse significative tels que les transports (+ 14 % pour 2016 au niveau national), le BTP, porté par le Bâtiment, qui a progressé de 8 % en France l'an dernier, sans oublier les services et l'industrie, devraient continuer sur leur lancée. Indicateur avancé de la création d'emplois, l'intérim fait travailler 550 000 personnes ; 67 000 CDI ont été recrutés par nos entreprises clientes en 2016. Fin 2017, les 20 000 CDI intérimaires auxquels nous nous étions engagés sur trois ans seront signés. Alors que les contrats de nos salariés figurent parmi les plus protecteurs, notre profession œuvre pour une meilleure connaissance du marché de l'emploi. Nous sommes capables de dresser un état des lieux permettant de connaître les réels besoins des entreprises. Prism'emploi contribue sur le terrain à la recherche de solutions opérationnelles, à inventer localement.



Philippe CUER
Président de la FNAIM Rhône-Alpes

L'immobilier devrait se maintenir en 2017

Tous les segments du marché de l'immobilier ont retrouvé leur dynamisme en 2017. Le raffermissement s'est poursuivi en 2016 avec un volume de ventes en hausse de 5,2 %, quand les loyers sont restés stables à + 0,7 %. Cette bonne tenue s'explique en grande partie par les conditions de financement favorables aux ménages et à la poursuite de la baisse des taux. Dans ce contexte, le niveau de transactions devrait se maintenir au premier semestre 2017. L'élection présidentielle pourrait ensuite susciter une certaine prudence dans l'attente des décisions fiscales du nouveau gouvernement. Les secteurs les plus dynamiques de la région demeurent l'agglomération lyonnaise - avec des prix au niveau de 2007 -, la Savoie et l'Isère. Le marché de la résidence secondaire se redresse également. En revanche, les zones rurales sont à la peine, avec des prix en baisse malgré de fortes disparités locales. La région reste malgré tout porteuse et le Rhône fait partie des 10 départements les plus actifs de France.



Damien DREUX
Président du Conseil Régional de l'Ordre des Experts-Comptables Rhône-Alpes

Ne pas rater le train de la reprise en 2017

En dépit d'investissements légèrement orientés à la baisse, les données relevées fin 2016 montrent un redressement sur Rhône-Alpes. Son dynamisme confirmé affiche pour le 3ème trimestre 2016, une croissance du chiffre d'affaires (+ 2,4 % sur un an) représentant le double de celle observée au niveau national. Cette tendance positive se vérifie aussi sur le front de l'emploi, avec une évolution des effectifs de + 1 % pour les TPE et de + 2,4 % pour les PME. Partenaires privilégiés des entrepreneurs, les experts-comptables veulent mettre à profit la mutation numérique en cours pour développer leurs missions de conseil à valeur ajoutée : fiscal et juridique, mais aussi en gestion, en stratégie, en ressources humaines... Les TPE-PME suivies par leurs soins vont pouvoir se doter des tableaux de bord pertinents leur permettant de ne pas rater le train de la reprise qui s'annonce. Notre rapprochement avec l'Auvergne doit aboutir à une très grande région en 2019. Les échanges réguliers noués avec Evelyne Serin-Cabeau (Présidente du Conseil de l'Ordre auvergnat) préparent ce redimensionnement.



Gilles MAURER
Président de Syntec Auvergne-Rhône-Alpes

Le tertiaire supérieur manque de grands projets en région

Notre région est la seule, hors Ile-de-France, à réunir toutes les activités du Syntec. Nos différents métiers - ingénierie, numérique, formation professionnelle, management, recrutement... - s'accordent pour reconnaître que la situation en 2017 sera sans doute positive, sans plus. Nous manquons de grands projets, et cela se répercute dans le montant moyen des affaires, en nette baisse par rapport à des périodes antérieures. Le numérique tire son épingle du jeu, tout en commençant à être affecté par une pénurie de ressources dans le codage et le traitement des Big Data. Côté conseil, la croissance à deux chiffres d'avant crise est définitivement oubliée pour s'établir entre 2 ou 3 %. L'ingénierie se rétablit, du fait du redémarrage de la construction et du bâtiment ; elle craint toutefois de chuter de nouveau dans l'année du fait des élections. Quant à la formation professionnelle, elle bénéficie d'un contexte plus apaisé après la réforme de 2014, et d'une volonté régionale de développer l'alternance et l'apprentissage. L'attractivité de nos métiers reste toutefois à défendre. Notre activité pourrait être freinée demain par manque de profils.



Anne-Marie ROBERT
Présidente de l'Union Nationale des Professions Libérales (UNAPL) Rhône-Alpes

Encourager l'installation des jeunes en libéral

Les professions libérales confirment leur bonne santé en 2017. Auvergne-Rhône-Alpes compte 142 600 entreprises libérales, soit près de 28 % des entreprises de la région. Le flux de création reste stable avec 19 500 nouvelles entités. Le fort développement du segment technique et cadre de vie est dorénavant acquis : il représente 64 % des professions libérales, contre 32 % pour les professions de santé qui poursuivent leur recul et 4 % pour le juridique. Les perspectives sont à la hausse pour cette première filière qui représente 79 % des créations, emmenées par les activités de conseil, de programmation informatique, d'ingénierie, d'enseignement ou de design, mais aussi les professions paramédicales. L'appétence des jeunes pour l'entreprise libérale se confirme, soutenue par les nouvelles formes de travail (co-working, société d'exercice libéral) et l'UNAPL accompagne cet esprit d'entrepreneuriat. Toutefois, nos conditions d'exercices continuent à se complexifier, et les professions libérales aspirent à plus d'équité fiscale, à une meilleure couverture sociale et à une simplification administrative.



Jacques SORLIN
Délégué régional de la
Fédération Nationale des
Transports Routiers Rhône-
Alpes

Une année correcte pour le transport

Le marché donne des signes plutôt encourageants en ce début d'année, malgré une activité en dents de scie pour le transport routier. La distribution et la messagerie semblent bénéficier d'une bonne dynamique. En 2016, les entreprises ont dégagé des exercices positifs grâce au CICE et à la stabilité du coût du gasoil. Bien qu'il représente moins de 7 % des émissions françaises de CO₂, le transport routier continue à s'inscrire dans les démarches de développement durable. Avec des perspectives de croissance en hausse, l'année pourrait être correcte pour le transport si le prix de l'énergie n'augmente pas. Le pavillon français souffre d'un déficit de compétitivité : après la perte de ses parts de marché à l'international, l'hémorragie s'étend au marché national. Des mesures sont indispensables pour endiguer ce phénomène. Il faut encadrer le cabotage et lutter contre la concurrence déloyale. L'accord signé début février par neuf pays européens devra être généralisé pour porter ses fruits. Le redécoupage des régions offre l'opportunité de créer des synergies entre confrères afin de mieux attaquer des marchés nouveaux et d'optimiser les trafics.



Sylvain FATTON
Président régional de la
Fédération des Entreprises de
Transport et Logistique (TLF)

Activité stable en 2017

La production marchande de transport routier devrait progresser en 2017, tout comme les investissements, d'après les constructeurs qui font état d'une hausse des immatriculations. Les véhicules utilitaires connaissent notamment une forte croissance, tirée par la logistique liée au e-commerce et à la problématique du dernier kilomètre. Cela n'empêche malheureusement pas le pavillon français de poursuivre son déclin : la Bulgarie dépasse maintenant la France en parts de marché. En ce qui concerne le fret aérien et maritime, la hausse du dollar freine les importations et la rentabilité des organisateurs de transport marque le pas. Le climat des affaires reflète une économie mondiale stable, hormis dans certains pays comme l'Inde, le Vietnam ou le Pakistan. Le transport maritime souffre particulièrement, entre excédents de capacité et chute des prix. La tendance est à la concentration des opérateurs maritimes et le phénomène devrait encore s'accélérer en 2017.



René CHEVALIER
Président de la Commission Tourisme de la CCI de région Auvergne-Rhône-Alpes

Jean-Luc DOLLEANS
Référént au sein du Bureau de la CCI de région Auvergne-Rhône-Alpes en matière
de Tourisme
Président de la CCI Haute-Loire

Le tourisme en Auvergne-Rhône-Alpes tire son épingle du jeu

Le tourisme représente 8 % du PIB de la région Auvergne-Rhône-Alpes. Avec près de 150 000 emplois salariés directs, 19,7 milliards d'euros de consommation, 1,5 milliard d'euros d'investissement, le tourisme constitue l'un des piliers de l'économie régionale et contribue très largement au développement de tous ses territoires. Ce secteur se caractérise par des activités directes (au premier rang desquelles les hébergements) et par un impact économique significatif sur d'autres acteurs (transports, loisirs, culture, restaurants, agro-



alimentaire, commerces, BTP, équipementiers sportifs) qui bénéficient de la fréquentation et des investissements touristiques.

En termes de fréquentation, avec une bonne saison d'été boostée par l'Euro, le bilan 2016 est nettement meilleur en Auvergne-Rhône-Alpes qu'en France métropolitaine, y compris

en termes d'accueil des clientèles étrangères. Comparé à 2015, notre région enregistre une augmentation de 4,4 % du nombre de nuitées dans l'hôtellerie (+ 6,8 % pour les clientèles étrangères) et de 3,3 % dans l'hôtellerie de plein air (+ 4,9 % de clientèles étrangères).

La saison d'hiver 2016/2017 a connu un début morose sur les territoires de montagne, notamment dû au manque de neige et au calendrier des vacances scolaires. Les prévisions pour les vacances d'hiver ainsi que l'opération "Printemps du Ski" laissent augurer de bons taux de fréquentation. A l'échelle régionale, les professionnels semblent confiants pour la suite de la saison, qui a bien démarré avec le SIRHA, le rendez-vous mondial de la restauration et de l'hôtellerie (208 000 visiteurs).

Le secteur du tourisme est particulièrement multiple en termes d'activités mais aussi en termes d'enjeux de performance et de compétitivité : innovation, développement commercial, expérience client, fidélisation, numérique... Au service du développement des professionnels du tourisme, les CCI leur proposent des prestations dédiées et sont à leurs côtés pour les sensibiliser, les informer, les former et les accompagner.